



YouTube



Dimanche

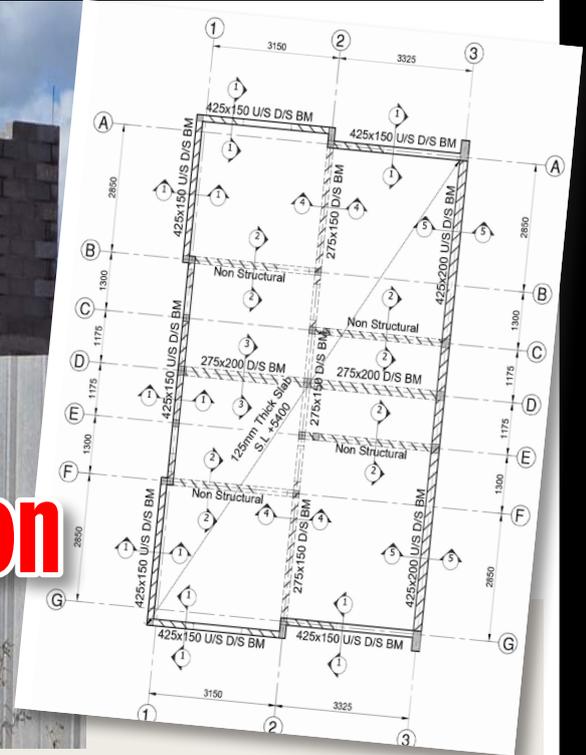
22 septembre 2024

16 pages

No. 641

GRATUIT

## Maisons sociales de la NSLD à Arsenal



# Les plans de construction pas respectés

- Blocs-croisés au lieu de colonnes en béton
- « *Nous avons interpellé la NSLD pour réclamer des explications* », confirme Sunil Soomaroo, président du conseil de district de Pamplemousses

Interview

Osman Mahomed



« Ce gouvernement ne songe qu'aux gains financiers de ses proches »

L'Alliance du Changement  
**Mobilisation en force à Triolet aujourd'hui**

Affaire St-Louis  
**Ivan Collendavelloo ne sera pas inquiété**

**Manchester City face à Arsenal, son rival du jour**



**Téléchargez**

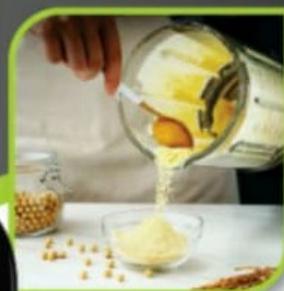
**votre copie gratuite  
tous les dimanches**

<https://www.sundaytimesmauritus.com/news/>





BioloMix



New Generation Cooking,  
Hot & Cold Functions,  
Stewing, Braising,  
Steaming, Blending  
Dry & Wet Grinding,  
Smoothie, Porridge,  
Hot Soup, Ice Crushing  
and many more.

300°C

Resistance to cold  
and heat shock

Five Layers  
Composite Cup

Health  
Thickened  
Borosilicate  
Glass



1250ML  
Hot Drink



1500ML  
Cold Drink

- ① Trace element layer
- ② Antioxidant ion layer
- ③ Nanoglobulin layer
- ④ Water molecule activated layer
- ⑤ Harden tempered layer



Represented by

**MULTI HOUSEWARE Co. Ltd**

1<sup>st</sup> Floor - Madeleine House 54, SSR street, Port-Louis.

Tel: 216 0602 / 5 922 3392 / 5 784 4488

Maisons sociales de la NSLD à Arsenal

# Les plans de construction pas respectés

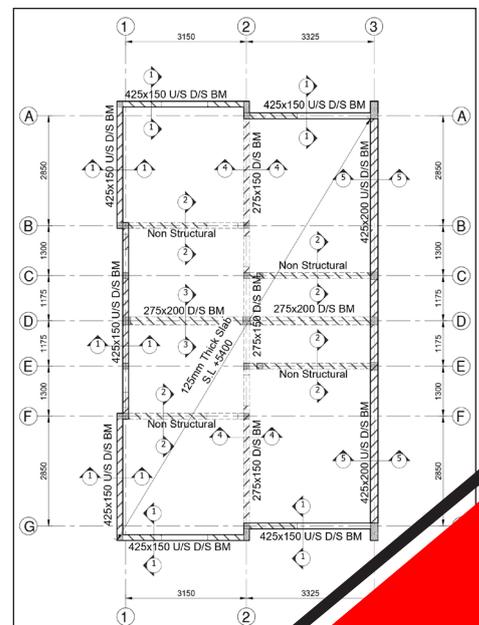
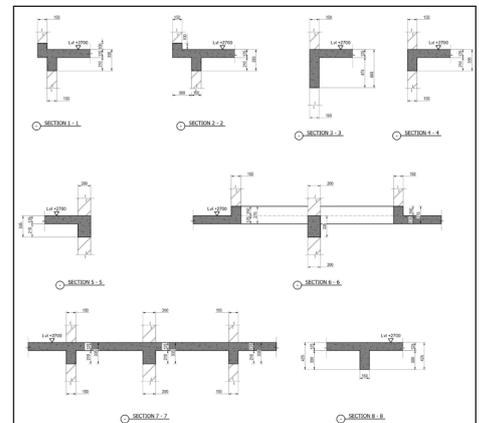
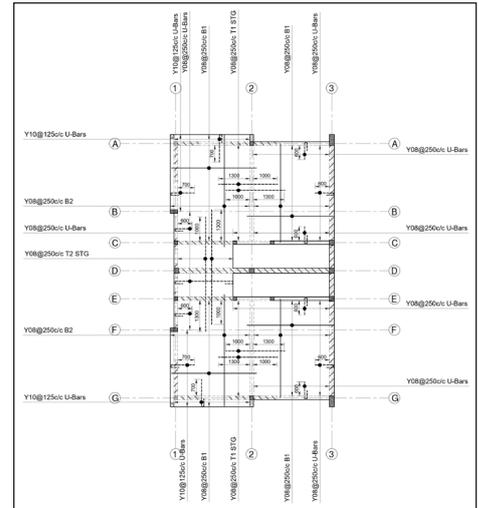


Le Deputy Prime Minister et ministre du Logement et des terres, Steven Obeegadoo, n'est pas au bout de ses peines. Alors que la polémique entourant le deal pitimama enfle au moment même où les négociations pour la répartition des tickets au sein de l'alliance gouvernementale semblent lui donner du fil à retordre, les logements sociaux dont il se vante sont également assujettis à des critiques face au travail bâclé et bas de gamme privilégié par des instances sur lesquelles il a un droit de regard. Lui qui parle de record inégalé en matière de logements sociaux devra bientôt s'expliquer sur la qualité, ainsi que sur la non-conformité au plan, des maisons construites actuellement par le NSLD à Arsenal.

C'est le député travailliste Eshan Juman qui en a d'abord fait état sur sa page Facebook. Photos à l'appui, il a démontré que les nouvelles unités de logement qui sont en construction par le 'New Social Living Development' (NSLD) à Arsenal ne comportent pas de structures de colonnes en béton à l'intersection. À la place, ce sont des blocs-croisés qu'on voit au rez-de-chaussée ainsi qu'à l'étage. Est-ce selon les normes ? Ce constat a soulevé bien des interrogations sur la publication

d'Eshan Juman. « S'agit-il de maisons ou des jeux de lego ? » s'est demandé un internaute surpris. « Bizin koner si ene compagnie d'assurance ti pou couvert sa qualité construction la pou Rs 3 million roupies, » s'interroge un autre.

En effet, les logements sociaux sont livrés à prix d'or par le gouvernement MSM. Une unité peut s'élever jusqu'à bien plus de Rs 3 millions. À un tel prix donc, la qualité aurait dû être irréprochable. Or, cela ne semble pas être le cas. En faisant une croix sur les piliers, ou colonnes, la NSLD, à travers le contracteur dont il a la responsabilité de superviser le travail, s'aventure sur un terrain glissant. Car, il y a un grand risque que les maisons s'effondrent comme un château de cartes, la solidité et la durabilité de ces complexes étant compromises, selon des experts en ingénierie. Mais le plus grave, paraît-il, c'est que les plans de ces maisons ne semblent pas avoir été respectés. En effet, selon une enquête menée par Sunday Times, l'aménagement des piliers a bel et bien été prévu sur les plans initiaux (voir photos). Pourquoi ont-ils donc été sacrifiés ? S'agit-il d'une ruse pour réduire le coût et économiser du temps au détriment de la qualité ?



## Le conseil de district de Pamplemousses réagit

Il nous revient que le conseil de district de Pamplemousses s'est attardé sur ce cas spécifique jeudi dernier. Lors d'une réunion du comité exécutif, la décision a été prise d'envoyer une lettre officielle à la NSLD pour réclamer des explications, d'autant que c'est le conseil de district de Pamplemousses qui a approuvé les plans avant d'octroyer les permis nécessaires pour la concrétisation de ce projet. C'est ce que nous a confirmé Sunil Soomaroo, président du conseil de district de Pamplemousses.

« Nous avons octroyé les permis à la NSLD selon les plans qu'elle nous a

soumis. Or, lors d'une inspection, nos inspecteurs ont constaté que les plans n'ont pas été respectés. Nous avons donc envoyé une lettre à la NSLD pour réclamer des explications puisque c'est à cette instance que les permis ont été octroyés et non pas au contracteur », nous a-t-il affirmé. Y aura-t-il des actions ou des sanctions ? À cette question, Sunil Soomaroo répond que « nous donnons la chance égale à tout le monde. Si la NSLD a fauté, elle aura un mois pour rectifier le tir. Passé ce délai, nous lui servirons un Enforcement Letter pour l'obliger à se conformer aux plans initiaux ».

Meeting de l'Alliance  
du Changement

## Mobilisation en force à Triolet aujourd'hui

L'Alliance du Changement (PTr-MMM-ND-ReA) organise un grand meeting à Triolet ce dimanche matin. Ce rassemblement, réunissant les circonscriptions 5, 6 et 7, pourrait bien marquer une étape importante avant la dissolution imminente de l'Assemblée nationale. L'enjeu est crucial pour l'opposition qui souhaite présenter son plan de redressement pour Maurice, face à des défis économiques et sociaux importants.

Lors de ce meeting, de nombreux dirigeants et membres de l'Alliance du Changement prendront la parole, dont Navin Ramgoolam, Paul Bérenger, Richard Duval, Shakeel Mohamed, Jyoti Jeetun et Ram Etwareea entre autres, pour partager leur vision d'une société plus juste et prospère. Le meeting sera présidé par Nitin Wochit. « Ce rassemblement n'est pas seulement un événement politique, c'est une occasion pour chaque Mauricien de se faire entendre, de montrer que nous voulons un avenir différent pour notre pays », affirme le député Mahend Gungapersad.

Ce dernier rappelle que ce meeting de Triolet n'est pas seulement un moment de dénonciation, mais aussi une plateforme pour proposer des solutions concrètes : « Nous sommes déterminés à redresser le pays après les nombreuses dérives de ce gouvernement. Notre plan est clair : remettre l'économie sur les rails, moderniser nos infrastructures, et construire une société où chaque citoyen se sent respecté. Nous voulons un avenir où chacun a sa place, loin des abus de pouvoir et des injustices que nous subissons aujourd'hui. »

Il appelle ainsi chaque Mauricien à se joindre à cette grande mobilisation pour un avenir meilleur. « Ensemble, nous pouvons changer les choses. Ce n'est pas seulement une question de politique, mais de dignité et d'avenir pour nous tous. »

### Le prochain rassemblement

Le prochain grand meeting de l'Alliance du Changement est prévu dans la circonscription numéro 8, marquant ainsi la continuité de cette mobilisation en faveur du changement.

Affaire St-Louis

## L'ex-DPM Ivan Collendavelloo ne sera pas inquiété

Développement de taille dans l'enquête sur l'affaire St-Louis. L'ex-Deputy Prime Minister et ministre des Utilités publiques, Ivan Collendavelloo, ne sera pas inquiété. L'enquête de l'ex-ICAC n'a révélé aucun élément incriminant contre lui. Ce développement intervient peu avant la dissolution prochaine de l'Assemblée nationale. Et ce alors que cette affaire, qui avait coûté son poste ministériel à Ivan Collendavelloo, avait éclaté en juin 2020, soit presque au début du mandat du présent gouvernement. Cela fait donc plus de quatre ans que cette enquête dure, suite au rapport de la Banque Africaine de Développement (BAD) faisant état des actes de corruption entourant le projet de la centrale thermique St-Louis, au coût de Rs 4,3 milliards.

La firme danoise, *Burmeister and Wain Scandinavian Contractor* (BWSC) avait décroché le contrat. Au Danemark, une enquête avait permis d'écrouler plusieurs cadres de cette compagnie qui ont été condamnés par une cour de justice. Et cette année, la firme danoise a écopé d'une amende équivalente à un montant de Rs 65 millions.

Rappelons qu'Ivan Collendavelloo avait été invité à soumettre sa démission le 25 juin

2020. Mais face à son refus, il avait été révoqué de son poste ministériel, perdant dans la foulée sa hiérarchie dans le gouvernement, passant de no. 2 à simple backbencher. Mais ce n'est toutefois que le 23 octobre 2023 qu'Ivan Collendavelloo a été auditionné par l'ex-ICAC.

En fin de cette semaine, la FCC qui a pris le relai dans cette affaire et a logé des accusations formelles contre l'ancien haut cadre du CEB, Shavan Dabeedin, l'ex-patron de PAD Co Limited, Alain Hao Thyn Voon et Bertrand Lagesse, représentant local de la firme BWSC. Shavan Dabeedin fera face à douze accusations de corruption et treize pour blanchiment d'argent. Quinze charges de corruption sont retenues contre Alain Hao Thyn Voon alors que 66 charges de blanchiment d'argent et une charge de trafic d'influence sont retenues contre Bertrand Lagesse. Même si l'enquête n'a pas encore été bouclée à ce stade, il est clair qu'Ivan Collendavelloo ne sera pas inquiété par la justice.



Par Zahirah RADHA  
Redactrice-en-chef

### EDITO

Il y a une certaine anticipation dans l'air. Alors que dans le camp de l'opposition principale

menée par l'Alliance du Changement, l'on se focalise sur la mobilisation des électeurs sur les passe-droits, la mauvaise gouvernance et les scandales, en attendant que leur programme électoral soit peaufiné, dans le camp gouvernemental, c'est un tout autre constat qui se dessine à l'approche de la dissolution de l'Assemblée nationale. Ce qui semble préoccuper le plus au gouvernement, ce sont les intérêts pouvoiristes ou égoïstes. Entre les négociations ardues pour les tickets d'une part et les tentatives de s'octroyer autant de privilèges que possible d'autre part, le voile est levé sur les intérêts des uns et des autres.

Le deal piti-mama en est l'illustration parfaite. Pourquoi la maman du DPM, Primerose Obeegadoo, a-t-elle fait une demande de dernière minute pour la reconversion du terrain à bail qu'elle occupe dans la région huppée et très convoitée à la rue Mgr Leen à Port-

Louis au ministère du Logement et des terres ? Craignait-elle que son dossier ne soit pas traité avec autant de célérité et d'efficacité une fois que son fils n'y sera plus ministre ? Pensait-elle que ce *primeland* d'une valeur significative lui filerait entre les doigts au cas où quelqu'un d'autre prendrait les rênes de ce ministère après les élections générales, d'autant que le terrain est resté inutilisé pendant des années et qu'il risquait d'être repris comme son fils l'a lui-même fait avec les terrains alloués à divers centres culturels, dont le tamoul, à Moka ? Fallait-il attendre que la polémique enfle pour qu'elle renonce à son projet de reconversion ? Ces questions se posent car s'il n'y avait vraiment rien de mal dans cette demande, pourquoi ne pas avoir attendu la tenue des prochaines élections générales pour l'effectuer ?

Il est évident qu'au gouvernement, chacun veut assurer ses arrières d'une façon ou d'une autre. Anwar Husnoo, vice-Premier ministre et ministre des Administrations régionales, n'a-t-il pas également préparé sa retraite en cherchant des permis nécessaires, et teintés d'allégations d'irrégularités, pour l'ouverture d'une clinique privée à Sodnac, Quatre-Bornes, il y a quelques mois de cela ? C'est à se demander si ces manœuvres ne sont pas annonciatrices du départ imminent du présent gouvernement...

UP

## Sir Seewoosagur Ramgoolam

Le 18 septembre marquait le 124<sup>e</sup> anniversaire de la naissance de Sir Seewoosagur Ramgoolam (SSR), père de la nation mauricienne, une occasion de se remémorer l'héritage



inestimable qu'il a laissé à Maurice. SSR a mené le pays à l'indépendance en 1968, jetant les bases d'une nation souveraine et inclusive. Premier ministre de 1961 à 1982, il a initié de nombreux développements, notamment dans les domaines de l'éducation, de la santé et du social. Il a posé les premiers jalons d'une île Maurice moderne, prospère et unie dans sa diversité, et aujourd'hui encore, son nom reste synonyme de progrès et de dévouement envers son peuple.

DOWN

## Convocation d'Ashok Subron



Ashok Subron, leader de Rezistans ek Alternativ, a été convoqué jeudi devant la justice pour une manifestation jugée illégale, une affaire qui remonte à plus de 12 ans. Cette convocation, à quelques semaines des élections générales, semble être une forme

de persécution politique orchestrée par les autorités pour faire taire un opposant influent. Alors qu'il est désigné comme candidat dans la circonscription

No. 4 sous la bannière de l'Alliance du Changement, cette manœuvre judiciaire soulève des inquiétudes sur l'utilisation des institutions pour tenter d'étouffer la voix des contestataires et d'affaiblir les forces de l'opposition.

## Dans les coulisses

### Pagaille au no. 8

Des conseillers du village de l'Avenir au no. 8 affichent ouvertement leur hostilité envers un conseiller de district. Le président du conseil de ce village, paraît-il, lui ferait de l'ombre. Ce qui ne serait pas au goût de ce dernier, surtout à l'approche des élections. Le fait que les candidats potentiels Pazhany Rangasamy et Dhaneshwar Damry sillonnent inlassablement toutes les régions de la circonscription no. 8 n'arrange pas les choses, certains voyant le pouvoir leur échapper entre les mains.

### NLTA : Nomination de la discorde

La nomination d'un nouveau *Deputy Road Transport Commissioner* à la NLTA ne fait pas que des heureux. Ce dernier, paraît-il, a été sélectionné pour ce poste deux jours seulement après son entretien à la PSC, soit le 18 septembre 2024. Plus grave, il ne devrait occuper ce poste que pour un mois, plus précisément jusqu'au 16 octobre prochain, puisqu'il atteindra l'âge de la retraite, soit 65 ans, le lendemain. Raison pour laquelle l'administration de la NLTA ne voyait pas d'un bon œil une telle nomination. L'on explique que les services de l'organisme seront affectés puisqu'il faudra de nouveau se lancer dans un autre processus d'entretien et de nomination dans un mois. Ce qui prendra encore du temps.

## C'EST ÉCRIT

De tels « cadeaux » (NDLR : *Promesse de prêts logement sans intérêt aux 18 à 35 ans, accès gratuit à l'internet mobile pour les 18 à 25 ans, etc...*) sous-tendent l'idée que l'argent serait le seul déterminant du choix des électeurs. Les véritables intentions de ces cadeaux sont dissimulées sous le voile de la gratuité. Ils sont assortis de conditions implicites, la principale étant de voter pour le gouvernement sortant qui n'est pas sans reproche. Ils ne sont donc pas tout à fait gratuits. Du reste, en économie, il n'y a pas de repas gratuit. Les gratuits ne peuvent être financés que par un alourdissement fiscal. Même si c'est par émission monétaire ou par le crédit facile, il faudra bien les payer par l'inflation qui en résulte.



Eric Ng Ping Cheun

L'Express

Mercredi 18 septembre 2024

## A ÉTÉ DIT



Maintenant, sur un ton plus humoristique, je constate que depuis que le Coq (emblème du PMSD) a commencé à faire les yeux doux au gouvernement, il y a des problèmes d'œufs et de poulets (rires). Je ne sais pas si c'est une coïncidence, mais cette situation préoccupe car jusqu'ici notre conception de l'autosuffisance alimentaire se résumait au poulet et aux

œufs. Que se passe-t-il maintenant ?

Ranjiv Woochit

Le Mauricien

Lundi 16 septembre 2024

## À LOUER

Appartement de 3 chambres à coucher à Résidence Alpha, La Tour Koenig Situé au 1er étage, pourvu d'eau, d'électricité et du téléphone

À 10 minutes de marche de la Mosquée As Safa

Le loyer mensuel est de **Rs 7000**

L'appartement sera disponible en novembre Pour tout renseignement,

veuillez contacter le **57892194**

## Remerciements

Au nom de la famille et en mon nom personnel, je tiens à remercier du fond du cœur tous ceux qui nous ont soutenus, à travers leur présence, des messages et ou dans leurs prières, suite au décès de mon père, Mamade Dustageer Juman.

Mes remerciements vont également aux Drs. Ragoobur, Badree, Goodoory, Mowlah, Purguss, Beekharry, Teeluckdharry, Koodruth, Reetoo, Emrith et Goolvaden ainsi qu'à tout le personnel attaché à l'ICU médicale, le SAMU SSRN, Ziad Parthasee d'Air Mauritius, Vikash Tulsidas et sa maman, le personnel de sécurité du SSRN et enfin Hyperpharm.

Qu'Allah lui accorde une place au Jannat-UI-Firdaus. Ameen.

Eshan Juman

Osman Mahomed, député travailliste du no. 2 :

## « Ce gouvernement ne songe qu'aux gains financiers de ses proches »



Le député travailliste de la circonscription no. 2, Osman Mahomed, revient sur le deal mama-piti impliquant le ministre du Logement et des Terres, Steve Obeegadoo. Il est clair, selon lui, que le gouvernement ne se préoccupe que des intérêts de ses proches, au détriment de ceux de la population.

■ Zahirah RADHA

**Q : Que pensez-vous du deal piti-mama ayant trait à la requête de Primerose Obeegadoo pour reconvertir le terrain à bail de presque un demi arpent qu'elle détient à la rue Mgr Leen dans votre circonscription (no.2) ?**

Je dois d'abord exprimer mon étonnement car je ne savais pas que ce terrain appartenait à l'État jusqu'à ce que la presse en fasse état récemment. Je pensais que la totalité de ce terrain, sur lequel se trouvait le collège Trinity et qui s'étale sur environ un arpent, appartenait à la famille Obeegadoo alors qu'il s'avère qu'un peu moins de la moitié, soit environ 488 toises, appartient en fait à l'État. Et cette partie se trouve justement être celle qui est la plus prisée, puisqu'elle donne sur la rue Mgr Leen au Ward IV.

Ceci dit, des habitants de la localité sont souvent venus me voir pour se plaindre dudit terrain et surtout la partie privée appartenant à la famille Obeegadoo sur la rue St James puisque celui-ci est mal entretenu et leur causait des inconforts. J'en ai d'ailleurs déjà parlé au ministre Obeegadoo au Parlement. Mais ce qui me surprend le plus, c'est que ce terrain est resté inutilisé pendant une vingtaine d'années alors qu'on aurait pu y construire un complexe sportif. J'ai d'ailleurs posté une vidéo sur ma page Facebook où j'interpellais, en 2021, le ministre des Sports, Stephan Toussaint, sur la construction d'un tel complexe au Ward IV, où un terrain était disponible au Harbour View.

Mais celui-ci comportait apparemment un problème géotechnique, selon le ministre Toussaint qui avait soutenu qu'il fallait chercher un autre terrain pour l'aménagement d'une facilité sportive. Je déplore le fait qu'il soit resté silencieux sur ce terrain à bail inutilisé, tout comme Steve Obeegadoo, également présent au Parlement au moment de mes questionnements.

**Q : Ce qui est en contradiction avec la politique du ministère géré par Steve Obeegadoo lui-même, comme le prouve la reprise des terrains initialement alloués pour la construction du centre culturel tamoul et d'autres à Moka, n'est-ce pas ?**

Exactement. C'est scandaleux ! Les terrains alloués pour la construction du centre culturel tamoul, à l'Urdu et la Hindi Speaking Unions et à l'Indo Mauritian Catholics Association (IMCA) ont été repris sous prétexte qu'ils étaient inutilisés. Pourquoi cette politique de deux poids deux mesures ? On a ainsi affaire à un ministre qui garde un silence complice lorsqu'il s'agit de sa mère, mais qui agit avec promptitude lorsqu'il s'agit d'autres bénéficiaires. Il ne peut pas plaider l'ignorance. Qui le croirait, d'autant que c'est un terrain dont la valeur s'élève aujourd'hui à environ Rs 30 millions ? N'oubliez pas qu'une toise de terrain dans cette localité au Ward IV, plus précisément à Mgr Leen, est estimée à Rs 65 000. Ce terrain longtemps laissé à l'abandon accueillera maintenant une maison de retraite, tout comme le projet d'Avinash Gopee à Moka, alors qu'il aurait été idéal pour la construction d'un complexe sportif qui aurait bénéficié aux habitants de la circonscription no. 2 en général.

**Q : Jugez-vous que les intérêts familiaux ou celui des proches du régime priment sur ceux de la population ?**

*The facts speak for themselves.* Ce gouvernement ne songe malheureusement qu'aux gains financiers de ses proches. C'est dommage puisque la circonscription no. 2 souffre d'un manque cruel de loisirs, surtout dans un contexte où le fléau de la drogue prend de l'ampleur partout dans le pays. Je lance un appel au gouvernement pour qu'il revoie cette décision, d'autant que c'est un des derniers terrains de l'État qui restent dans ce quartier.

**Q : Vous avez évoqué le cas des terres de Moka, mais le bilan du ministre Obeegadoo n'est-il pas aussi marqué par l'évacuation des squatters à Pointe-aux-Sables après le confinement en 2020 ou encore par la reprise des terrains dans le sud du pays ?**

Bien évidemment. Comme je l'ai dit, cela démontre clairement qu'il agit avec une facilité déconcertante dans le cas des autres alors que pour celui de sa mère, il n'agit pas nonobstant le fait que ce terrain ô combien précieux est resté inutilisé pendant une vingtaine d'années. Il me revient d'ailleurs que le dossier de cette dernière a été traité à une vitesse éclair, soit en trois semaines seulement et ce, à la veille des élections, alors que dans d'autres cas, cela peut durer pendant des mois, voire des années. Que le ministre Obeegadoo ait été présent au conseil des ministres ou non, cela ne change rien puisque c'est toujours le cabinet paper de son ministère qui est concerné.

**Q : Le même ministre Obeegadoo se vante par ailleurs des 1660 logements sociaux livrés durant son mandat en soutenant que c'est un record inégalé. Que lui répondez-vous ?**

Sous le gouvernement travailliste en 2014, une unité du logement coûtait Rs 500 000 aux contribuables. Les procédures d'appels d'offres étaient suivies à la règle à cette époque. En 2020, le ministre Obeegadoo a, lui, annoncé la construction de 12 000 logements sociaux pour un montant de Rs 12 milliards, soit un million de roupies par unité. Soit. Mais en 2023, lorsque le contrat a été alloué sans passer par des appels d'offres, le coût d'une unité s'élevait à Rs 2, 7 millions. Aujourd'hui, cette même unité coûte au final Rs 3, 7 millions, excluant les autres coûts cachés.

Si le PTr avait choisi cette même méthode à l'époque, c'est-à-dire en contournant les appels d'offres, on aurait pu construire, pas 8 000, mais 20 000 logements sociaux sur les 800 arpents des 2000 arpents de terrains que Navin Ramgoolam avait obtenu de la MSPCA. Mais le gouvernement travailliste avait choisi d'adopter les bonnes pratiques, contrairement à ce gouvernement qui a construit des maisons au coût de Rs 30 milliards, sans aucune transparence.

Construire des logements sociaux, c'est bien, mais le faire tout en respectant les procédures, c'est encore mieux. Je dirai même que c'est obligatoire car il s'agit de l'argent des contribuables.

**Q : Quelle approche l'alliance du changement adoptera-t-elle sur le dossier des logements sociaux ?**

Il va sans dire que les besoins de la population en termes de logements sociaux restent une préoccupation majeure de l'alliance du changement. Mais tout doit être fait dans l'intérêt de tout le monde. De tels projets ne peuvent pas être réalisés à la va-vite si on veut éviter des problèmes à l'avenir. Autrement, c'est la qualité qui souffre, comme on en a vu à Chebel et à Gros Cailloux où des maisons neuves ont été inondées. C'est du jamais-vu.

Je trouve aussi bizarre que des maisons soient allouées par batch au lieu d'attendre la livraison finale des chantiers par les contracteurs. Ce qui montre que le gouvernement ne songe qu'à faire de la politique sur le dos des bénéficiaires, aux frais des contribuables qui doivent casquer Rs 3, 7 millions par unité de logement social.

Il semble que dans certains de ces contrats *Design & Build*, plusieurs unités de logements sont construites l'une à côté de l'autre, avec des murs communs pour réduire le coût. Or, cela peut causer des problèmes d'aération et de luminosité, entre autres. Ce festival de contrats aux petits copains contracteurs, c'est du *daylight robbery*. Tôt ou tard, ceux qui ont fauté devront répondre de leurs actes.

New Cancer Centre à Solferino

## Centre moderne, service arriéré



Maurice ambitionne de devenir un hub médical régional, capable d'accueillir des patients de différents pays. Lors de l'inauguration du New Cancer Centre à Solferino, le Premier ministre a mis en avant ce projet ambitieux et souligné l'importance de cette infrastructure pour lutter contre le cancer, une des principales causes de mortalité à Maurice. Cependant, la réalité pour les patients est bien différente.

Sam (prénom fictif), dont la mère suit un traitement de chimiothérapie, partage son expérience. À l'intérieur du centre, la salle d'attente est bondée et les patients doivent souvent patienter toute la journée. « Parfois, on nous demande de revenir le lendemain », raconte Sam. « Pour espérer voir un médecin à 10 heures, nous devons quitter la maison à 5 heures du matin. Ma mère, qui ne peut pas rester assise longtemps, avait un rendez-vous à 9 heures, mais elle n'est passée qu'à 13 heures », ajoute-t-il.

Les conditions matérielles laissent également à désirer. L'état du fauteuil fourni à sa mère par l'hôpital à chaque visite est déplorable, selon lui. « Il est sale, poussiéreux, sans entretien. Il n'y a aucun souci de propreté », dit-il. En plus, le stationnement pose problème. Bien que des places soient disponibles, elles sont réservées aux médecins et aux personnalités. « C'est frustrant, surtout quand on voit des parkings vides », regrette Sam.

Pour ceux qui, comme sa mère, ne peuvent prendre le bus, la situation est encore plus compliquée, car aucun transport public ne dessert directement l'hôpital. « C'est une épreuve supplémentaire pour des patients déjà affaiblis. » « On dirait que l'hôpital fonctionne comme dans les années 70, alors que nous sommes en 2024, avec de nouvelles technologies et des méthodes modernes pour gérer une clinique. Pourtant, le service reste arriéré. Quand j'ai parlé à certaines infirmières, elles m'ont dit que depuis l'ouverture de cet hôpital, rien n'a changé. Tous les jours, il y a des problèmes qui s'accroissent, et personne ne semble vouloir trouver des solutions », confie-t-il.

« Ma mère a été malmenée par des infirmières de nuit. Elle était admise vendredi dernier, elles ont été brusquées avec elle. Quand elle m'a raconté ça, j'ai immédiatement demandé sa décharge. Elle ne se sentait plus en sécurité dans un tel environnement. Vous imaginez ? On voit des pansements et d'autres accessoires médicaux comme des bandelettes pour diabétiques par terre, sans que personne ne se soucie de l'hygiène et de la propreté », conclut Sam.

Actes d'intimidation et menaces

## Iqbal Ramchurn craint pour sa sécurité

Cette affaire avait fait grand bruit en juillet dernier, après la déposition d'Iqbal Ramchurn contre cinq policiers affectés à une division spéciale du nord. Depuis, l'homme d'affaires de 51 ans, habitant Fond-du-Sac, dit craindre pour sa sécurité. La victime avait expliqué que le 18 juillet dernier, cinq policiers en civil s'étaient présentés à son domicile, et avaient fait main basse sur une somme de Rs 1,6 millions. Une semaine plus tard, il a porté plainte au poste de police de Piton, et ensuite à la 'Financial Crimes Commission' (FCC). Mais depuis, il affirme avoir été approché par plusieurs protagonistes lui intimant de ne pas donner suite à cette affaire. Les choses ont dégénéré, affirme-t-il.

Judi après-midi, Iqbal Ramchurn s'est rendu au poste de police de Plaine-des-Papayes, en compagnie de son homme de loi, Me. Sanjeev Teeluckdharry, où il a consigné une *Precautionary Measure*. Il explique qu'à plusieurs reprises, des véhicules louches ont fait le tour de son

domicile, qui se trouve non loin de son poulailler et une plantation de piments. La victime explique qu'il est parvenu à s'approcher d'un des véhicules et s'est adressé aux occupants. L'un d'eux lui a confié qu'il était en patrouille.

Mais ce qui l'intrigue, c'est que ce n'était pas un véhicule de police. Iqbal Ramchurn dit vivre dans l'insécurité avec son épouse et son fils. Il a même déposé des images CCTV de deux véhicules à la police. Il se demande s'il ne s'agit pas d'une nouvelle tentative pour l'intimider afin qu'il retire sa plainte.

### Des interrogatoires bientôt

Cela fait déjà plus d'un mois que la FCC a pris le dossier en main et les enquêteurs en sont déjà à un stade avancé. Plusieurs témoins ont été auditionnés au Réduit Triangle. Et selon la FCC, de gros développements sont attendus dans ce dossier dans les semaines à venir. Les enquêteurs comptent auditionner les policiers incriminer *Under Warning*.

Circonscription No. 4

## Adrien Duval fait campagne en catimini : Les habitants dénoncent

Des habitants de Vallée-des-Prêtres ne cachent pas leur mécontentement concernant le comportement d'Adrien Duval, Speaker de l'Assemblée nationale. Ce dernier, candidat potentiel du gouvernement dans la circonscription no. 4, y ferait campagne, selon eux. « Soit il est Speaker, soit il est candidat ! Nous ne pouvons pas accepter qu'un Speaker en fonction et avec les avantages que cela implique, soit ouvertement en campagne, rémunéré avec l'argent du peuple », déplore Jessen Chandramudy, habitant de l'endroit.

Il raconte que vendredi dernier, Adrien Duval était présent au Kovil de Kaylasson, et qu'il a rencontré les dirigeants des kovils de Caro Lalo et de Terminus à Vallée-des-Prêtres. « Cela s'est fait sans invitation, par l'intermédiaire d'autres personnes. Nous comprenons que par crainte de représailles, ces personnes ne puissent pas refuser de l'accueillir, et bien que nous soyons d'accord sur le fait que le kovil soit ouvert à tous, nous n'approuvons pas qu'Adrien Duval viole des principes fondamentaux de notre république car il est toujours en poste comme Speaker ! », lance-t-il. Les critiques de Jessen Chandramudy ne se limitent pas à l'aspect politique, mais s'étendent également aux implications démocratiques et à l'éthique publique. « Cela n'est pas correct pour l'image de Maurice et pour la démocratie. Plus grave encore, nous déplorons l'ingérence d'Adrien Duval dans des problèmes locaux à Vallée-des-Prêtres. »

Évoquant les principes de méritocratie et de transparence, il soulève des questions sur la nomination d'Adrien Duval au poste de Speaker, et sa candidature électorale simultanée.

« Les habitants de VdP sont mécontents de la manière dont Adrien Duval a commencé sa campagne en catimini.

C'est ironique de voir comment celui qui dénonçait il y a peu l'exode des jeunes à cause du manque de méritocratie et d'éthique fait exactement de même aujourd'hui ! », conclut l'habitant de Vallée-des-Prêtres.

## Pauvreté

## Les inégalités sociales grandissent davantage

À Maurice, derrière l'apparence de progrès, existe une autre réalité : celle des familles luttant quotidiennement pour subvenir à leurs besoins essentiels. Avec la hausse constante des prix des aliments, des services et des produits de première nécessité, les plus démunis se retrouvent contraints de faire des choix difficiles, comme sauter des repas pour pouvoir payer les factures. Cette situation renforce les inégalités et creuse un fossé de plus en plus béant entre les différentes classes sociales.

Mme François, mère célibataire d'une fillette de 11 ans, partage avec nous son quotidien éprouvant. Couturière de métier, elle jongle entre deux emplois pour boucler ses fins de mois. « Sans ce travail supplémentaire, je serais en difficulté dès la moitié du mois. J'essaie de faire des économies, mais cela ne suffit pas toujours, surtout avec des dépenses imprévues », confie-t-elle. Elle avoue se sentir moralement épuisée, mais cache ses préoccupations à sa fille. « Ce n'est pas facile du tout, mais je dois faire face pour préserver le bien-être de ma fille. Nous ne recevons aucune aide gouvernementale et je constate qu'il y a une grosse inégalité dans la façon dont les dossiers des familles en difficulté sont traités », déplore-t-elle.

Sa fille, en situation de handicap, a eu du mal à s'adapter à l'école publique, avant d'être transférée dans un établissement spécialisé adapté à ses besoins. « Je me concentre maintenant sur la recherche

de soutien financier pour lui assurer une éducation de qualité, mais c'est un véritable défi. Mes revenus ne suffisent pas à tout couvrir », explique-t-elle. Elle exprime un sentiment d'abandon : « Nous sommes des personnes modestes qui demandons simplement un peu d'aide pour subsister. Nous gardons en nous l'espoir d'un avenir meilleur, mais ce gouvernement ne semble écouter que certains types de personnes, et nos appels restent sans réponse », conclut-elle avec amertume.



Mevin Munisamy

base, et se retrouvent souvent contraints de choisir entre payer leurs factures, se nourrir ou accéder aux soins de santé, aggravant ainsi l'insécurité alimentaire et détériorant leur qualité de vie », souligne-t-il.

Le travailleur social attire également l'attention sur les inégalités sociales qui se creusent à Maurice. « Les familles à faibles revenus ont de plus en plus de mal à accéder à des services de qualité, que ce soit en matière d'éducation ou de santé. Cela crée un fossé entre les différentes classes sociales, où les riches deviennent plus riches et les pauvres encore plus vulnérables. Il est urgent d'adapter les mesures de soutien pour garantir à tous une vie digne », dit-il.

Mevin Munisamy, fondateur et président de l'ONG Light of Hope, confirme que les familles vulnérables à Maurice font face à de plus en plus de défis au quotidien. « Le coût élevé de la vie est l'un des principaux problèmes rencontrés. Les prix des denrées alimentaires et des loyers ne cessent d'augmenter, accentuant la difficulté pour ces familles de subvenir à leurs besoins essentiels. Beaucoup de nos bénéficiaires ne perçoivent qu'une pension insuffisante pour couvrir leurs besoins de

Concernant les programmes d'aide existants, Mevin Munisamy estime qu'ils ne répondent pas aux besoins croissants des familles les plus vulnérables. « Bien que le gouvernement ait mis en place quelques initiatives, elles ne sont plus adaptées face à la montée des prix. Nous constatons une demande croissante d'aide sociale dans les zones rurales, mais aussi dans les villes. La situation est critique dans tout le pays », conclut-il.



## No. 12 : Il pleut des cadeaux



Le député et ministre Bobby Hurreeram semble s'être découvert une vocation : celle de bienfaiteur électroménager de la circonscription No. 12. Cette semaine, dans la continuité de ses précédentes actions, il a offert des fers à repasser, bouilloires et micro-ondes aux personnes âgées de Grand-Bel-Air, Grand-Port, accompagnés de sacs de cadeaux marqués d'un soleil et du slogan «Pli for ensam».

Alors que les élections législatives approchent à grands pas, le ministre des Infrastructures nationales semble estimer que le chemin vers le cœur de ses électeurs passe désormais par « lakwizinn ». Ces gestes, sous couvert de générosité, s'inscrivent dans une dynamique où les symboles du parti au pouvoir sont omniprésents, soulevant des interrogations sur l'équilibre entre action sociale et stratégie de campagne.

## Campagne électorale

# Les réseaux sociaux jouent un rôle croissant

À l'approche des élections, les réseaux sociaux comme TikTok et Facebook occupent une place centrale dans la stratégie politique. Ces plateformes offrent une opportunité sans précédent aux candidats pour atteindre les électeurs, mais sont aussi marquées par la prolifération de contenus douteux. Cette transformation numérique soulève une question majeure : jusqu'à quel point les réseaux sociaux vont-ils impacter les choix électoraux ?

Selon le Dr Avinash Ramtohol, consultant en cybersécurité et lui-même jeune politicien travailliste, les plateformes comme Facebook et TikTok captivent principalement les jeunes de 18 à 35 ans, une tranche d'âge cruciale lors des élections. Grâce à des algorithmes sophistiqués, ces réseaux savent quels contenus attirent et influencent les jeunes. Raison pour laquelle, selon lui, l'enregistrement des cartes SIM pourrait être utilisé pour collecter des informations sur ces jeunes électeurs, permettant une analyse psychographique et psychométrique. Ces analyses aident à comprendre les préférences des jeunes et à évaluer leur capacité à recevoir et traiter l'information, permettant aux partis de créer des messages ciblés.

### Propagation rapide des infos

De plus, les réseaux sociaux jouent un rôle important en permettant la circulation rapide des informations. « Ces plateformes permettent à un message de se propager d'un groupe à un autre en un temps record », explique le Dr Avinash Ramtohol. Cependant, il souligne aussi que la nature de ces messages est souvent influencée par les intentions de la personne qui les publie. Si une information est déformée dès le départ ou mal interprétée, elle peut rapidement devenir fausse ou trompeuse. Bien que

des organismes comme la *Cybercrime IT Unit* ou *Mauritian Cybercrime Online Reporting System (MAUCORS)* existent pour réguler ces pratiques, leur efficacité reste limitée. Le Dr Ramtohol insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures techniques plus strictes et de former les utilisateurs aux bonnes pratiques des réseaux sociaux.

Un autre problème relevé est la différence de traitement et d'action de la part des autorités. Par exemple, lorsqu'un utilisateur critique le gouvernement sur Facebook, les plaintes sont souvent traitées rapidement. En revanche, lorsque des commentaires offensants ou des attaques sont dirigés contre l'opposition, les actions peuvent prendre plus de temps ou parfois même passer inaperçues. Pour éviter ces dérives, le Dr Ramtohol insiste sur la nécessité de mettre en place des mesures techniques plus strictes et de former les utilisateurs aux bonnes pratiques des réseaux sociaux, afin de garantir une utilisation plus responsable de ces plateformes dans le cadre d'un processus électoral équitable.

La population des jeunes électeurs âgés de 18 à 25 ans représente environ 22% de l'électorat à Maurice. Pour communiquer efficacement avec l'ensemble de la population, y compris la diaspora, les politiciens doivent adopter un modèle hybride, combinant une présence sur les réseaux sociaux et des rencontres sur le terrain.

### Danger des fake news et des deepfakes

Le Dr Avinash Ramtohol met aussi



Dr Avinash Ramtohol

en garde contre des manipulations sophistiquées, en utilisant les 'deepfakes' : « Les deepfakes modifient subtilement la réalité, rendant presque impossible de discerner ce qui est authentique de ce qui ne l'est pas. » Leur capacité à se répandre rapidement avant toute intervention des autorités est particulièrement inquiétante en période électorale. Notre interlocuteur est ainsi d'avis qu'il faudrait un cadre juridique, comme celui mis en place par l'Union Européenne avec l'introduction de l'IA Act, pour réguler l'usage de l'intelligence artificielle. Une législation stricte est d'ailleurs nécessaire pour assurer une utilisation éthique et responsable de l'IA dans un contexte électoral, comme c'est actuellement le cas à Maurice.

### Le Ministère de la Technologie de l'Information, de la Communication et de l'Innovation prévient

Le Ministère de la Technologie de l'Information, de la Communication et de l'Innovation a émis un communiqué le 19 septembre concernant la diffusion d'une bande sonore sur des plateformes de messagerie. Cet enregistrement, prétendument lié à l'ancien CEO de Mauritius Telecom, évoque la détention et l'utilisation d'enregistrements de conversations privées de hautes personnalités mauriciennes, prétendument pour manipulation via IA. Le Ministère a rappelé que l'enregistrement et la diffusion de telles données, sans autorisation légale, constituent une violation des lois en vigueur, notamment la *Cybersecurity and Cybercrime Act de 2021* et l'*Information and Communication Technologies Act de 2001*.

Certains agents proches du gouvernement se servent des plateformes pour diffuser de fausses informations sur leurs opposants politiques. Bien que des plaintes soient déposées à l'unité de cybercriminalité, aucune action concrète n'est entreprise. En revanche, dès que des fausses informations les visent, ils réagissent rapidement, publiant des communiqués avant même que l'enregistrement en question ne soit diffusé. Sherry Singh, la personne présumée que l'on entend dans la bande sonore, en dément fermement le contenu et affirme qu'il s'agit d'une manipulation portant atteinte à son image.

## Fait marquant

# Gouvernement, pas Sun Trust

C'est la période de « coupe rubans ». Avec l'imminence de la dissolution de l'Assemblée nationale, probablement au début du mois d'octobre, des consignes précises ont été données pour mettre le paquet pour l'inauguration de divers projets. Et ce, même s'ils ne sont pas complètement achevés. Le but : vanter les réalisations gouvernementales, même si celles-ci, loin d'être des cadeaux, sont censées être la priorité de n'importe quel régime au pouvoir pour promouvoir le bien-être du peuple. C'est évidemment de bonne guerre tant que le gouvernement reste dans ses limites. Mais les bornes ont été dépassées à

la Plaine-Verte mardi soir. En effet, à l'occasion de l'inauguration du *Plaine-Verte Arena Sports Complex*, ce sont les drapeaux de couleur orange avec le logo du MSM qui ont attiré l'attention et attisé la colère des habitants. D'autant que ce complexe sportif, longtemps promis et attendu, est un projet gouvernemental financé par l'argent public et non pas par le Sun Trust de Pravind Jugnauth

et du MSM. De telles dérives, nous en verront certainement d'autres durant la campagne électorale à venir. Avis à la commission électorale...



Jeune candidat sous la bannière de l'Alliance du Changement

## Nitish Sharma Beejan: Un engagement né d'un rêve de servir le pays

Dans la circonscription N. 6, Nitish Sharma Beejan, candidat de l'Alliance du Changement, se démarque par son engagement. Ancien consultant agréé en évaluation d'impact environnemental (EIA) et enseignant en gestion des ressources humaines, il a choisi de démissionner de ses fonctions dans le service public pour suivre un rêve de longue date : celui de servir son pays à travers la politique. « J'ai toujours rêvé de devenir un homme politique pour aider la nation entière », confie-t-il. Cet engagement profond trouve ses racines dans son parcours personnel, où il a pris conscience de la nécessité de s'impliquer activement pour apporter des solutions concrètes aux défis que rencontre Maurice. « Il était grand temps que je m'engage pleinement en politique pour mieux soutenir mon pays », ajoute-t-il avec conviction.

Depuis 2005, il a participé à diverses actions sociales visant à améliorer la vie des compatriotes. « J'occupais déjà des tâches sociales depuis cette période », souligne-t-il. Cependant, quitter son emploi pour se consacrer pleinement à la politique a apporté une nouvelle dimension à son engagement. « C'est totalement différent. Je suis fier de me mettre au service de mon pays aux côtés de ma famille et de mes amis pour participer à la vie politique », dit-il.

### Priorités pour les jeunes et l'économie

En tant que candidat de l'Alliance du Changement, Nitish Beejan met en avant ses priorités pour le développement de Maurice, particulièrement pour la jeunesse.

Il souhaite créer de nouvelles opportunités pour que les jeunes puissent s'épanouir à Maurice, plutôt que de chercher des horizons à l'étranger. « Mes priorités seront d'aider la nation avec une nouvelle vision, en particulier pour que les jeunes puissent mieux vivre à Maurice. Je veux impliquer nos jeunes dans des activités sportives et leur créer de nouvelles opportunités », insiste-t-il. Il souhaite également renforcer l'égalité sociale et économique, une valeur qui lui tient à cœur. Son objectif est d'améliorer la qualité de vie des Mauriciens en combattant les inégalités, et en aidant à rétablir un équilibre social et économique dans le pays.

Nitish Beejan ne mâche pas ses mots lorsqu'il s'agit de parler de la situation actuelle du pays sous ce gouvernement en place. « Beaucoup de gens ont du mal à respirer », affirme-t-il. Il pointe du doigt le coût de la vie qui ne cesse d'augmenter, rendant difficile la survie quotidienne des Mauriciens. « Les gens ne sont plus capables d'épargner. Les entrepreneurs ont des difficultés à développer leurs activités », ajoute-t-il. Il souligne également l'impact dévastateur de la drogue, non seulement sur les jeunes, mais aussi sur l'économie.

### Un engagement solide pour l'avenir

Face à ces défis, il voit en l'Alliance du Changement une force capable de redresser la situation. « Je suis fier de faire partie de cette alliance, car elle est la meilleure pour



combattre les fléaux qui nous paralysent

», déclare-t-il. Il croit fermement que les candidats de cette coalition ont l'énergie et la volonté d'apporter les transformations nécessaires pour un meilleur avenir à Maurice.

Il exprime aussi une profonde gratitude envers le leader du Parti Travailleiste (PTr) le Dr Navin Ramgoolam, leader de l'Alliance du Changement. « Je saisis cette occasion pour remercier chaleureusement le Dr Ramgoolam de m'avoir donné cette opportunité », affirme-t-il, reconnaissant l'expérience et la maturité politique que le chef de file a transmises aux nouveaux candidats. Pour Nitish Beejan, ce soutien représente une opportunité précieuse d'apporter un vent de changement tant attendu dans la circonscription N. 6, et plus largement dans tout Maurice. Il est convaincu que sous cette bannière, il pourra concrétiser ses idées pour une île Maurice plus prospère et juste pour tous ses habitants.

### Libre Expression

The Hon Pravind Kumar JUGNAUTH  
Prime Minister

Minister of Defence, Home Affairs and  
External Communications

Minister for Rodrigues, Outer Islands and  
Territorial Integrity

Sir,

I trust this message finds you well.

I am writing to bring to your attention a matter of considerable concern regarding maritime safety and regulatory practices in Mauritius. This letter supplements previous correspondence sent to various local authorities, including the Ministry of Shipping & Blue Economy and MRS.

It has come to my attention that the Mauritius Radio Service (MRS) Cassis is broadcasting VHF Radio security messages on Channel 16, advising vessels navigating within the so-called

“innocent passage” of Mauritius to maintain a distance of 12 nautical miles from the coast. This directive appears to be inconsistent with the definition of “innocent passage” as outlined in the United Nations Convention on the Law of the Sea (UNCLOS).

According to Article 21 of UNCLOS, the coastal State may establish laws and regulations relating to innocent passage through its territorial sea for the following purposes:

- the safety of navigation and the regulation of maritime traffic;
- the protection of navigational aids and facilities and other installations;
- the protection of cables and pipelines, among other considerations.

Given that “innocent passage” refers to navigation through the territorial sea, which extends up to 12 nautical miles from the coast, advising vessels to remain at 12 nautical miles from the coast places them outside the territorial sea, consequently outside of the innocent passage. This discrepancy may lead to confusion and potential operational difficulties for mariners.

Informing mariners on the AREAS TO BE AVOIDED around Mauritius as per Merchant Shipping Notice 21 of 2020 (enclosed) must be included in MRS security messages via VHF.

Additionally, I must express concern over the prolonged inoperability of the Flat Island Lighthouse, which has been non-functional for the past 16 months. Despite numerous notifications to the Mauritius Ports Authority regarding the critical nature of this issue, no action has been observed to rectify the situation. The continued absence of this vital navigational aid poses a significant risk to maritime safety and could result in serious incidents, including grounding, loss of lives and/or oil spillage.

I respectfully request your immediate attention and intervention in addressing these pressing issues. It is essential for the safety of our maritime operations and the protection of our national interests that these matters are resolved promptly and effectively.

Thank you for your consideration and prompt action on these important issues.

Yours sincerely,  
Alain Malherbe

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Democracy Watch Mauritius

## Pour des programmes électoraux bien réfléchis

Texte : Nous revenons à notre texte écrit le 30 juillet 24 et repris en radio libre cette semaine. Écrit dans le but d'assurer des élections démocratiques, libres et justes en 2024.

### Propositions de Democracy Watch

Nous pensons que rien ne vaut une mobilisation citoyenne anticipée pour s'assurer du bon fonctionnement d'une institution démocratique vitale, comme les élections générales, une fois tous les cinq ans.

Nous avons déjà invité nos concitoyens à faire des commentaires et suggestions. *Quoi surveiller ? Qui surveiller ? Quoi demander ? Quoi exiger ?* Pour bien préparer ces prochaines élections.

Maintenant adressons-nous aux alliances et partis politiques. Quelles mesures proposez-vous pour mettre en pratique ces points suivants :

- Dans notre société multiculturelle, quelles mesures pour assurer l'égalité des chances (*level playing field*) lors du choix des candidats par circonscription et région pour ces élections ? Quelles mesures pour assurer l'égalité des chances lors de l'exercice du pouvoir une fois élu ?
- De la part de chaque parti ou alliance ayant la prétention d'accéder au pouvoir en 2024 : Analyse de la situation, du pays, de la région, des autres pays avec qui nous avons des relations diplomatiques et de la planète, et publication de leurs conclusions. Que faire ? Quoi faire ? Comment faire ?
- Consultations, écoute et participations des différentes forces vives et civiques (syndicats, business, ONGs, groupements de citoyens, presse, senior citizens, associations, etc.) ;
- Pour un programme gouvernemental (manifeste électoral) bien réfléchi de votre alliance et parti. Proposition claire et détaillée du programme gouvernemental pour la république pour le quinquennat 2025-29, basée sur des analyses et projections pour l'avenir. Vos propositions pour le long terme (2025-2040) dans cette situation planétaire difficile et grave de changements climatiques et de ressources en eau, énergie et nourriture limitées ?
- Programme gouvernemental à présenter aux électeurs bien en avance, afin de permettre une évaluation à tête reposée des propositions avancées par les deux ou trois principaux partis/alliances et les autres petits/nouveaux partis. Ceux qui n'ont rien proposé de sérieux et complet seront à juste titre traités d'insignifiants, pas dignes de nos votes. Pas juste deux semaines avant, en compilant des items çà et là, mais bien réfléchis et proposant des actions, des projets de loi, des réformes à venir pour répondre aux besoins du pays et des citoyens. Et aussi une garantie prévenant des

actions d'envergure louches non proposées dans le manifeste. Donner donc aux électeurs le choix.

- Exercice du choix de candidats (hommes et femmes, représentant toutes les composantes de la population, candidats avec vérification soignée de leurs honnêteté, qualifications, expériences, sens du service, et, si déjà au Parlement, leur performance en 2019-2024 ou pendant le mandat précédent 2014-19). Elections finies, revoyons tout de suite les buts de l'exercice : élire des représentants pour administrer le pays, nos villes et villages, pour le bien-être des populations. Pas question de pénaliser tel ou tel ville/village/circonscription en raison de son choix électoral. Les élus parlementaires devenant ministres seront de par notre Constitution, ministres de TOUS et pas seulement de ceux qui ont voté pour eux (d'ailleurs anonymes car le vote est secret). Aucune place, ici, pour la vengeance politique, l'exclusion électorale.



- MERITOCRATIE v/s NOUBANNISME. La méritocratie est un système politique, social et économique où les postes, promotions et pouvoirs sont obtenus par le mérite, c.à.d. basé sur la reconnaissance de la valeur de l'individu : ses diplômes, son expérience, ses qualités etc. Le contraire c'est le NOUBANNISME, ou l'appartenance et les liens réels ou obscurs, les recommandations dans un cercle fermé aboutissent, souvent indépendamment des mérites de l'individu- « PAR CE QUE SA NU BANN CA ! »
- Donc faire abstraction du castéisme et du communalisme, des liens familiaux et de la communauté, etc. Quel argument défensif ou justificatif pour les nominations et promotions? Nommer des citoyens à des postes à responsabilités sur des bases d'appartenance socioculturelle et castéiste donne des résultats néfastes pour ceux choisis et catastrophiques pour le pays. Cela est la base même de la démocratie, donc nous sommes le numéro un en Afrique ! Il nous faut de la méritocratie à tous les niveaux, afin d'éviter des accaparements qui pourrait coûter cher au pays. Un des outils privilégiés de la méritocratie c'est justement la composition équilibrée, représentative, expérimentée et juste des boards de sélection, tel que la PSC, la PSLC et autres.
- Des reformes constitutionnelles cruciales comme déjà proposées par Democracy Watch et autres, afin d'assainir le cadre démocratique ; telles que la création d'un Sénat, le poste de Président/PM limité à 2 ou 3 mandats ; un Président élu au suffrage universel ; le bon fonctionnement de l'Equal Opportunity Commission, etc.

- La très importante élimination de programmes, décidée par le Gouvernement en place ou à envisager par une Alliance visant à accéder au pouvoir, qui sont ou seront financés avec notre argent, non essentiels mais clairement des mesures électorales telles que des subventions, allocations, augmentations de pensions, compensations, prêts, etc. (Voir L'Express du 8.9.24, Santa et des clauses)

## L'Avenir

Texte: "Le modèle de développement suivi depuis quelques années engendre des inégalités croissantes." (Week-end du 8 septembre 2024, pages 30-31).

### Commentaires de Democracy Watch :

On a déjà fait ressortir que les différences idéologiques entre les partis politiques à Maurice sont relativement minimes. Ils prétendent qu'ils veulent tous un développement durable pour le pays et de meilleures conditions de vie pour toute la population. Du moins c'est ce qu'ils clament haut et fort lors des élections....

Depuis l'indépendance, en 1968, les politiciens parlent de faire de Maurice un pays où il fera bon vivre. Un pays phare avec une démocratie vivante, vibrante même !

Toutefois, dans "Le Manifeste de l'Avenir", Malenn Oodiah écrit que « depuis quelques années des dysfonctionnements gangrènent notre démocratie ». Certaines mauvaises langues parlent même d'un basculement vers l'autocratie, voire la dictature.

Cela n'est pas arrivé tout d'un coup, mais insidieusement. Un certain Lord anglais avait dit que « *Power corrupts, absolute power corrupts absolutely* ». C'est ce qui arrive quand le peuple se laisse bernier par certaines largesses. Cela leur bouche les yeux et on a alors un peuple mouton, qui accepte tout ou presque.

Les pauvres deviennent plus pauvres et une petite minorité devient super riche. La classe moyenne disparaît... Beaucoup de familles n'arrivent pas à manger à leur faim.

Le plus frustrant pour la population, du moins pour les gens sensés qui aiment leur pays, c'est le fait inavouable que beaucoup qui arrivent au pouvoir pratiquent le népotisme, le petit et grand copinage, le favoritisme, le 'noubanisme'... On fait fi de la méritocratie !

À maintes occasions, on a fait remplacer des cadres compétents par des personnes qui n'arrivent pas à « *deliver* » – les exemples sont abondants. La raison, c'est que ces cadres n'étaient pas dans les « *good book* » d'un ministre ou autre haut placé parce qu'ils n'avaient pas le profil requis !

Et pourtant, on ose dire que la bonne gouvernance est *sine qua non* pour la bonne marche d'un pays, pour l'avenir d'un peuple !

■ DWM Team

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Le BLS : Une nécessité absolue

Depuis le mauvais jugement du juge Balancy en 2005, autorisant les candidats de Resistans ek Alternativ à ne pas inscrire leur appartenance ethnique sur leurs formulaires de candidature, on a vu défiler une multitude d'experts autoproclamés en matière constitutionnelle, réforme électorale, sénat, BLS, etc. [...] Dommage ! Beaucoup de ces experts, semble-t-il, ne connaissent pas l'origine même du BLS, Ils ignorent les particularités ainsi que la spécificité de l'île Maurice.

Au début des années 60, le pays se trouvait dans une zone de turbulence. La méfiance, la suspicion et la peur occupaient la pensée d'une bonne partie de la population qu'on a appelé les minorités - Créoles, Blancs, Musulmans, Chinois etc. A tort ou à raison, ces minorités ethniques craignaient une hégémonie hindoue. Le pays était divisé en deux blocs politiques distincts : - les Indépendantistes menés par Sir Seewoosagur Ramgoolam PTR., Sookdeo Bissoondoyal IFB et Sir Abdool Razack Mohamed CAM, tandis que les anti-Indépendantistes qui réclamaient une association avec la Grande Bretagne étaient menés par Jules Koenig et Sir Gaëtan Duval, les leaders du PMSD. La tension qui provoquait des scènes de violence entre les deux blocs était devenue très forte. Des bagarres raciales pouvaient éclater à n'importe quel moment dans le pays, entraînant pertes de vie humaine, la destruction des infrastructures et la ruine de notre économie.

## Conférence constitutionnelle - Londres

« *Cependant, grâce aux conseillers techniques du gouvernement britannique en matière constitutionnelle, grâce aux bonnes volontés et l'esprit de compromis de Sir Seewoosagur Ramgoolam, Sir Veerasamy Ringadoo, Sir Harold Walter, Jules Koenig, Sir Gaëtan Duval, Sookdeo Bissoondoyal et Sir Abdool Razack Mohamed, on trouva une solution. Quelle solution ?* »

C'est le BLS qui fut une solution de compromis. « *The essence of politics is compromise.* » (Macaulay) Ainsi, grâce à ce compromis dicté par le discernement et la sagesse, nos leaders politiques d'alors ont permis à l'île Maurice d'avoir une stabilité politique, et à tous les mauriciens de vivre dans la paix et l'harmonie durant les 44 dernières années.

## BANWELL - Electoral System

*B a n w e l l recommendations (among others) – 20 constituencies in Mauritius returning 3 members each and Rodrigues 2 members. At the same time Banwell divided the population into 4 sections: Hindu, Muslim, General Population*

*and Chinese for electoral law purposes.*

*The final proposal and actual electoral system is based on Banwell recommendations and modified by Stonehouse.*

## The Best Loser System?

- (a) *“BLS was designed to provide “balanced” ethnic and political representation.”*
- (b) *“The Best Loser System is a method used in Mauritius to make sure that the minority ethnic groups are well and equitably represented in the parliament.”*
- (c) *“The Best Loser System was set up long ago to prevent political tension in the country...”*

## Victoire de Resistans ek Alternativ ?

De quelle victoire peut-on parler ? Le MAM maintient que Resistans ek Alternativ avait tort en 2005 et 2010 ; que le jugement du juge Balancy était mauvais ; que le 'Full Bench' de la Cour Suprême avait raison dans sa décision contre Resistans ek Alternativ ainsi que le 'Privy Council'. Aucune institution internationale ne peut dicter au gouvernement mauricien son choix de système électoral. Maurice est une République indépendante avec ses particularités et ses spécificités. D'ailleurs, malgré tout le tam-tam de Resistans ek Alternativ, malgré le brouhaha de tous 'Les Moutons de Panurge', le *UN Human Rights Committee* ne peut pas prescrire un système électoral pour le gouvernement de l'île Maurice. La recommandation du *UN Human Rights Committee* ne contient pas le mot 'mandatory' ni le mot 'imperative' Je cite : *“The Committee urges the Government to consider whether the community based electoral system is still necessary. »*

En voici la définition du verbe 'urges' dans 'The World Book Dictionary'

*To urge: to try to persuade with arguments; ask or request earnestly; plead with; entreat.*

## Le communalisme

Resistans ek Alternativ prétend mener « *un combat visant à éliminer le communalisme dans le système politique et à rétablir le droit démocratique de chaque citoyen lors des élections.* » Si vraiment et sincèrement Resistans ek Alternativ veut éliminer le communalisme en politique, je me permets de leur demander de commencer avec ce que j'ai écrit dans mon article sur le rapport Carcassonne : *“MAM also believes, that if we are all sincere and want to get rid of the BLS, we ask the Prime Minister, Navin Ramgoolam to call for a snap general election, with the sole condition that both leaders, Ramgoolam and Bérenger agree to put each one, three Hindus as candidates in Plaine Verte, three Muslims as candidates in Cassis/Vallijee, and three Creoles as candidates in Triolet. It's only then that we will all be able to shout: 'Long Live Mauricianism!'”*

D'autre part, si Resistans ek Alternativ veut éliminer le communalisme dans toute l'île Maurice, leurs membres doivent mener campagne pour enlever les 7 effigies communales qui figurent sur nos billets de banque et laisser une seule effigie, celle de Sir Seewoosagur Ramgoolam, le père de la Nation et père de l'Indépendance. Monsieur Subron, pourquoi toutes ces associations socioculturelles sont bâties sur différentes ethnicités ? Pourquoi ne pas avoir une seule association socioculturelle mauricienne ? Pourquoi nos congés publics sont proclamés purement et simplement sur la base ethnique ? Est-ce-que vraiment l'abolition du BLS éliminerait le communalisme à Maurice ? « *... L'élimination du BLS à elle seule ne peut détruire le communalisme...* », Juge Balancy dans *Le Mauricien* du jeudi 27 septembre 2012. Ailleurs, dans le même numéro du journal on lit : « *Plus de 300 cas de discrimination enregistrés en six mois... La majorité des cas enregistrés concernait le castéisme...* » C'est le communalisme et le castéisme qui prédominent à Maurice. Cessons de rêver camarades Resistans ek Alternativ ! Mettons nos pieds sur terre pour faire face à la réalité. L'île Maurice a désespérément besoin d'un changement de mentalité.

Pour conclure, la réforme électorale n'est pas une priorité ; le pays n'a aucun besoin de représentation proportionnelle, ni d'un Sénat, ni de 'Party List System' ; encore moins d'une Assemblée nationale avec 90 ou 100 députés. Cependant il faut admettre qu'il n'y a rien de mauvais avec le BLS. Ce système a permis à tous les différents groupes ethniques de vivre en paix et en harmonie dans la stabilité politique. Le statu quo doit être maintenu à l'exception d'un petit amendement que pourrait faire la Commission Électorale. En 1982 Gaëtan Duval avait posé sa candidature dans 4 différentes circonscriptions et fut nommé *Best Loser*, meilleur perdant. Depuis, personne ne peut poser sa candidature dans plus d'une circonscription lors d'une élection. Pourquoi ? La Commission électorale a éliminé cette échappatoire. De la même façon, la Commission électorale pourrait permettre à Resistans ek Alternativ de ne pas indiquer leur appartenance ethnique sur leurs formes de candidature, selon la recommandation du *UN Human Rights Committee*, à condition qu'ils soient de facto exclus de toute allocation des sièges de *Best Loser*. En même temps prendra fin cette comédie burlesque.

■ **Eliézer François**  
Leader MAM

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction



## General Election & International Day of Peace

The International Day of Peace celebrated annually on September 21, each year, is devoted to strengthening the ideals of peace, both within and among all nations and peoples. The theme for the 2024 observance is 'Cultivating a Culture of Peace'.

It should be recognised that peace is not only the absence of conflict, but also requires a positive, dynamic participatory process where dialogue is encouraged and conflicts are solved in a spirit of mutual understanding and cooperation.

The right way to commemorate this auspicious day is to reflect on the challenges the world peace is faced with and come up with innovative and creative solutions to make this world a better place for our succeeding generations. The most immediate threats to global peace emanate from mainly climate change and racism; as well as from presence of poverty, denial of democratic and political rights and yawning gap between haves and have-nots.

Many of today's problems derive from the fact that the world in which we live is rapidly becoming one world. Mankind must inevitably learn to live close together in intimate contact with each other. In other words, they must become a true brotherhood.

The goal of peace can be advanced through collaborative approach, which is inclusive and participatory in nature. This requires many adjustments.

The Sustainable Development Goals (SDGs) seek to promote peaceful, just, and inclusive societies, as well as equitable access to the fundamental rights and freedoms that all human beings need to thrive.

At the domestic level, the International Day of Peace is an opportunity to remind our minds, our hearts and our actions of the need to create a culture of peace, especially at a time when we are faced with the tensions associated with the forthcoming general election, with its hate speech, intolerance, and much more.

Asserting them requires all political party leaders to commit to peaceful and respectful language and to educate voters about the electoral process and the importance of peaceful participation. It is also the responsibility of engaging respected personalities from various religions and communities to promote messages of peace, to spread peaceful messages through the media, emphasizing the importance of respecting different political points of view and the consequences of violence and hatred. All this can set a positive tone and reducing tensions.

Elections and the promotion of peace are closely linked to the strengthening of the democratic process. Free, fair and peaceful elections allow citizens to express their will without fear of violence or coercion. This strengthens the legitimacy of elected leaders and establishes confidence in institutions and encourages participation in good governance. When elections are conducted peacefully, it fosters a culture of dialogue and compromise, which is essential to maintaining a stable and functional democracy.

Democratic systems promote peace by providing mechanisms to promote political inclusion, respect the rule of law and resolve conflicts in

a non-violent manner. When citizens have a say in good governance through elections, they are more likely to trust the system, which reduces the likelihood of disturbance or mistrust.



By Bashir Nuckchady

Creating a culture of peace requires time, education and efforts to maintain it and pass it on to the next generation. Promoting peace during an election campaign is essential to ensure a fair, free and inclusive process.

To attain the objectives set for our ambition for 'Cultivating a Culture of Peace' and the SDGs, the adoption of dialogue, accommodation and respect for dissent lays the necessary foundation to empower communities and people to join their forces for the shared wellbeing of humanity.

It also means that investments need to be made in areas of fighting poverty, hunger, unemployment, building human resources, enhancing people's access to education and justice, reducing gender disparities and population growth, ending violence, and putting in place sustainable structures to spearhead dialogue among followers of different cultures and religions.

While celebrating the International Day of Peace, we must make a vow to leave no stone unturned to make this world a place worth living in. It calls for redoubling of our efforts. Failure in this context is not an option any more.

May this Day of Peace awaken our awareness and consolidate our commitment to the urgent need for collective and daily efforts, through our voices and actions to promote peace, justice and tolerance, especially towards those who have opposing views and who think otherwise.

### OBITUARY

## Mamad Juman

Mamad Dustageer Juman, father of Eshan Juman, member of National Assembly, breathed his last at the age of 72 in SSRNH in the morning of Tuesday 17 September 2024. He was admitted about a month ago to the hospital on symptoms of heart problems and was moved to the ICU. His state was rather unstable, giving hopes to his dear ones that he would return back home at some times but making them fear of the worst at other. Finally, the respiratory infection had the last word.

I remember this inhabitant of Notre-Dame coming to visit his in-laws in Vale on his ox-driven cart, a popular mode of transport... Many rural families owned this non-polluting mode of conveyance and would drive to the sea-side on Sundays and on Ganga Asnan and Safar. Osman, father-in-law of Mamad, nicknamed Osman bazarier, was one famous cart owner; he was collecting the vegetable harvest of his village to take it 22 km away to the central market three times a week. He would depart at 2 am to reach central market on time for auction, would collect forage around the central market and Ruisseau Fanfaron, to feed his animal and would return with the cargo of his village shopkeepers from the shops in Louis Pasteur Street. The notable fact was

that villagers did not complain about basic necessities being out of stock.

The life story of Mamad can be summed up "from rags to riches". He had known hard days as the majority of the third generation of Indian immigrants. It was a time when many families could not afford to send their children to secondary schools. Every capable adult member had to join the workforce to make both ends meet. At a later stage, he became a fruit seller and Heavens had something special in store for him.

With his marriage with Nazma were born three children, two boys and one girl. Nazma is a very intelligent woman destined to join the QEC but could not as Osman had about a dozen mouths to feed. Eshan, one of the two sons started as a salesman and decided to start his own trading business. The business flourished slowly but surely and permitted Eshan to take his father on board. The worry to keep the wolves at bay stopped and Mamad could enjoy life, rather care free and free of tension as well. He could sit down, relax and watch the till ringing and the size of his son's



business growing. He still remained the charming, soft-spoken man with his heart on his sleeves.

Everything has an end. Life doesn't escape that reality. It needed a little excuse. At this ending

juncture, this man who had braved difficult odds of life, was an inspiration to his family and to his generation, had reached what is defined in Mauritius as life expectancy, was not granted extra time. He was laid to rest in Bois Marchand cemetery in the presence of a very large number of relatives and friends. May Allah swt grant him Jannat-ul-Firdaus. My sincere condolences to Nazma, Eshan, Shamima and to Mamad's 8 grandchildren. May the Almighty give them sabr to bear their loss.

■ Dawood Auleear  
19/09/2024

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Dr Muhammad Iqbal (R.A) et son œuvre

Dr Muhammad Iqbal est né le 9 novembre 1877 à Sialkot (actuel Pakistan), et il est mort le 21 avril 1938 à Lahore. Il était poète, homme de loi et philosophe de l'époque de l'Inde britannique. Le Dr Muhammad Iqbal est considéré comme l'un des poètes musulmans les plus influents du vingtième siècle. Mais il fut avant tout un penseur qui avait à cœur l'avenir de la Oummah. Dans ses œuvres il invite les musulmans à s'instruire et travailler dur pour redorer le blason de l'Islam. Son livre Javed Nama, qu'il a dédié à son fils Javed, est principalement un message d'espoir et de guidance pour la jeunesse. C'est un livre dont le message restera gravé dans la mémoire collective, tant son plaidoyer pour un retour aux origines de l'Islam pur résonne jusqu'à nos jours.

Dans sa jeunesse, le jeune Iqbal se distingue par son talent de poète et côtoie les grands maîtres de la poésie ourdou, tel que Daagh. Encouragé par ses professeurs, il s'installe à Lahore en 1895 pour y entreprendre des études universitaires. Après sa rencontre avec Sir Thomas Arnold, il réalise l'importance des études académiques occidentales et en 1905 il met le cap sur l'Europe. Il a étudié au Trinity College à Cambridge, puis en Allemagne, et il était même professeur d'arabe à l'université de Londres pendant un certain temps. Il retourne à Lahore en 1908. Petite anecdote : pour son vol retour, il fit une requête à l'hôtesse de l'air afin qu'elle l'informe aussitôt que l'avion survolerait Konya, ville historique en Turquie. Quand celle-ci l'informa au moment précis, Iqbal se leva de son siège et resta debout en signe de respect pour son idole, le grand Maulana Jalaluddin Rumi (R.A) dont le mausolée se trouve précisément à Konya. De retour à Lahore en 1908, il abandonne la chaire de philosophie et de littérature anglaise qu'on lui offre, pour se consacrer à l'étude du droit, mais surtout à la vie politique de son pays.

Élu à l'assemblée législative du Pendjab en 1927, Iqbal se fait le défenseur de l'idée d'un État musulman dans le Nord-Ouest du sous-continent indien, en qualité

de président de la session annuelle de la Ligue musulmane en 1930. Il contribuera quelques années plus tard par son influence à la naissance de l'État du Pakistan.

Surnommé le poète de l'Orient, Iqbal est aujourd'hui étudié partout au Pakistan et plus largement dans le monde. Il « reconstruit » la pensée religieuse dans une optique dynamique créatrice et heureuse, défendant la nécessité de l'ijtihad (effort d'interprétation) et d'adapter l'Islam aux contextes présents. Cette posture montre à quel point le penseur était conscient des défis de son époque et sa vision pour la Oummah d'assumer un leadership dans le monde politique global.

Son œuvre poétique, en ourdou et en persan, est remplie de l'exaltation des gloires passées de l'Islam. Mais Iqbal ne veut pas que regarder dans le rétroviseur de l'histoire, il veut clairement réveiller la conscience musulmane et il fait un plaidoyer pour la consolidation de l'Oummah. Tantôt écrivant en poème, tantôt adoptant la prose il exhorte les musulmans à revoir leurs stratégies et leur choix. Dans son monumental 'The reconstruction of religious thought in Islam', ouvrage qui demeure parfois incompris par certains, il demande un sursaut de la part des savants et des intellectuels musulmans. Iqbal veut voir les musulmans prendre les rênes de leur destinée dans leurs propres mains. Il s'exclame :

"Khudi ko kar buland itna ké har taqdeer se pehley, Khuda bandé sé khud poochey, Bata teri raza kya hai."

"Hausse toi, élève ta vision à un tel niveau pour qu'au moment où ton destin sera écrit, Dieu lui-même dira au serviteur, dis-Moi qu'elle est ta volonté?"

Des paroles audacieuses car Iqbal caresse l'idée d'une Oummah forte, galvanisée par une ambition à développer son potentiel et sa force de caractère afin de pouvoir écrire sa destinée, et ne plus avoir besoin de béquilles. Pour arriver à cet objectif, Iqbal prône un retour aux sources. Il voit dans le Saint Qur'aan, l'outil pour "éveiller en l'homme une conscience plus haute de ses multiples relations

avec Dieu et l'univers". Il invite la jeunesse à s'ouvrir aux nouvelles sciences, à



prendre à bras le corps les nouvelles technologies. Mais en même temps il met en garde contre la décadence occidentale. En somme, il prône une ouverture vers le monde moderne et ses avancées mais il a peur que le musulman y perde son âme. C'est pourquoi il met l'accent sur l'importance des valeurs islamiques telles que le respect des aînés, la solidarité envers les plus démunis et l'attachement aux valeurs morales de l'Islam. Il dévoile ses précieux conseils dans son chef d'œuvre appelé Javed Nama (Le livre de l'Eternité), qu'il dédie à son fils Javed, mais qui s'adresse à toute la jeunesse musulmane.

Pour paraphraser toute la pensée de Iqbal, on ne peut oublier :

*Ki Muhammad sey Wafa tou ney to ham terey hein*

*Yé Jahaan cheez hai kya lawho qalam terey hein*

Si tu as été loyal avec Muhammad (pss), alors Je serai Bienveillant avec toi

Que vaut ce monde, Je te donne le Lawh (la Tablette) et le Qalam (La Plume).

■ **Abdus Saboor Mohamed Saleh**

Note : Les points de vue exprimés dans la rubrique 'Libre Expression' ne reflètent pas nécessairement ceux de la rédaction

# Manchester City pourrait être exclu de toutes les compétitions

Selon 'The Telegraph', le procès sur les irrégularités financières de Manchester City pourrait avoir des conséquences encore plus graves. Si le club est déclaré coupable, les 'Citizens' pourraient être exclus de toutes les compétitions, et pas seulement de la Premier League.

Celui que l'on nomme comme le «procès du siècle» a déjà commencé. La procédure par laquelle Manchester City est accusé d'avoir commis jusqu'à 115 irrégularités financières présumées au cours des dernières années pourrait avoir de graves conséquences pour l'équipe 'Citizen'. Les sanctions annoncées vont des amendes financières jusqu'aux sanctions sportives, en passant par l'expulsion de la Premier League. Cependant, comme le rapporte 'The Telegraph', la peine pourrait être encore plus sévère et conduire à une expulsion de toutes les compétitions.

Le journal britannique fait référence à l'article 31 de la FA Cup, qui stipule que «lorsqu'un club a été admis à la compétition mais est ensuite éliminé du championnat dans lequel il participe, le Professional Game Board (PGB) peut expulser le club de la compétition». De la même manière, dans les compétitions internationales, le journal informe que «si Manchester City est exclu de toutes les compétitions nationales, il pourrait avoir beaucoup de mal à maintenir sa participation en Ligue des champions et à la Coupe du monde des clubs en raison des longs intervalles entre les matches».

La date exacte de la décision n'est pas connue, même si plusieurs médias ont déjà suggéré qu'elle pourrait avoir lieu bien avant le début de l'année 2025. Pour l'instant, le personnel du club et les joueurs restent en silence, et ne veulent pas tirer



de conclusions. Pourtant, le club a déjà nié les faits à plusieurs reprises et estime qu'il dispose d'un «ensemble complet de preuves irréfutables». Ce contexte montre que l'expulsion de City de toutes les compétitions ne reste pour l'instant qu'une des nombreuses hypothèses qui entourent le procès de Manchester City. Tant que la commission indépendante chargée de l'affaire n'aura pas rendu sa décision et que l'éventuel appel n'aura pas été traité, il est impossible de répondre avec plus de précision sur l'avenir qui attend le champions des quatre dernières Premier League.

## La révolution Flick est en marche au Barça

En seulement quelques mois, l'entraîneur allemand Hansi Flick a imposé sa méthode et ses principes de jeu au FC Barcelone, qui va tenter de poursuivre son début de saison canon jeudi face à l'AS Monaco pour son entrée en lice en Ligue des champions.

Cinq matches, cinq victoires, 17 buts marqués... L'ancien coach du Bayern Munich, venu pour succéder à Xavi Hernandez sur le banc catalan, n'aurait pas pu rêver meilleurs débuts. Son équipe, offensive, séduisante et verticale, paraît comme métamorphosée par des principes pourtant simples: jouer vers l'avant, imposer un pressing haut pour étouffer l'adversaire et le punir ensuite.

«Je pense que vous pouvez voir la confiance avec laquelle nous jouons. Quand nous avons le ballon, nous avons la qualité pour jouer et créer des occasions. (...) C'est la manière dont nous voulons jouer. Quand nous mettons la pression dans la moitié de terrain adverse, c'est beaucoup plus facile à gérer ensuite pour la défense», a détaillé l'Allemand après le spectaculaire succès à Gérone (4-1) dimanche. Une méthode qui tranche avec son prédécesseur Xavi Hernandez, critiqué pour sa frilosité et qui a fini par être licencié pour son manque d'ambition et son discours défaitiste sur l'état financier du club.



### «On travaille beaucoup plus»

La presse espagnole, qui salue unanimement le football audacieux proposé par l'ex-sélectionneur de la Mannschaft, constate un bouleversement total des méthodes de travail en comparaison avec les saisons précédentes. «C'est simple: on travaille beaucoup plus, beaucoup plus dur, et cela se traduit dans nos performances», résumait le milieu espagnol Pedri, auteur d'un très bon début de saison, après deux ans de calvaire à enchaîner les blessures. «Le coach nous demande de presser pendant 90 minutes, de dominer avec le ballon pendant 90 minutes. Evidemment on doit être en bonne condition physique pour faire cela, mais l'équipe fonctionne très bien», estimait Dani Olmo.

Examens dentaires pour prévenir les blessures, état de la pelouse... Hansi Flick ne laisse rien au hasard, et est parvenu à installer une confiance mutuelle avec ses joueurs en seulement quelques semaines de travail. «C'est un coach très clair, abordable et qui est toujours là pour vous aider ou préciser des choses. Il est aussi très ambitieux, il a la victoire comme seul objectif», expliquait également Dani Olmo. Sa méthode, qui avait mené le Bayern Munich vers un impensable sextuplé en 2020, a donc conquis le vestiaire mais aussi le public barcelonais, qui rêve toujours que le géant catalan retrouve toute sa place parmi les cadors européens. Les plus optimistes diront, comme le répétait Xavi, que ce Barça est sur le bon chemin pour redevenir grand, après cette élimination frustrante en quarts de finale de la C1 contre le Paris Saint-Germain (2-3, 1-4). Le club blaugrana, porté par sa jeune pépite Lamine Yamal, 17 ans, saura très vite, dans ce nouveau format de la Ligue des champions qui propose plus d'affiches et de «chocs», dont un à venir contre le Bayern lors de la troisième journée, à quel point la route sera longue pour y parvenir.

# Manchester City face à Arsenal, son rival du jour

Le coup d'envoi de ce match, qui se déroulera à l'Etihad Stadium (Manchester), sera donné ce dimanche 22 septembre 2024 à 19h. Avant la rencontre, Manchester City est classé à la 1ère place du Championnat d'Angleterre et Arsenal à la 2ème. Les deux équipes se sont déjà rencontrées 186 fois depuis 1904, le dernier match entre les deux formations s'est soldé par match nul le dimanche 31 mars 2024 (Championnat d'Angleterre - 30e journée : 0-0).

Manchester City se prépare pour cette confrontation après son précédent match nul face à l'Inter Milan en Champions League qui s'est terminé sur le score de 0-0. Lors du match précédent, Manchester City affichait un taux de possession de balle de 59% et 20 tentatives de tir au but dont 4 cadrés. Dans le camp adverse, l'Inter Milan, a eu 13 tentatives de tir au but dont 4 cadrés.

Les statistiques récentes mettent en évidence le fait que la défense de Manchester City s'est montrée à la hauteur. Au cours de ses 6 rencontres antérieures, Manchester City a concédé très peu, ayant laissé passer seulement 4 buts en tout. En dépit des résultats précédents, il faut encore voir si la même tendance va effectivement être observée durant cette prochaine confrontation.

Avant cette confrontation, Manchester City:

n'a pas réussi à décrocher la moindre victoire face à l'Arsenal au cours de leurs 2 confrontations précédentes de championnat.

n'a pas perdu lors de ses 32 derniers matchs de championnat à domicile. Ses adversaires se sont heurtés à un mur.

Lors de sa dernière

confrontation, l'Arsenal a obtenu le nul contre l'Atalanta en Champions League. Le score final était de 0-0. Lors du match précédent, l'Arsenal avait enregistré un taux de possession de balle de 46% et 6 tentatives de tir au but dont 2 cadrés. Dans le camp adverse, l'Atalanta, a obtenu 8 tirs au but dont 2 cadrés. Au cours de ses six rencontres précédentes, l'Arsenal a réussi à mettre 9 buts en tout. L'Arsenal a aussi marqué lors de chacun de ces duels. Au cours de ces affrontements, la défense a en outre encaissé 2 buts.

En regardant les statistiques d'avant-match, l'Arsenal:

n'a engrangé aucune victoire contre Manchester City lors des 9 duels précédents de championnat disputés en déplacement. Une très mauvaise série.

n'a enregistré aucun échec au cours de ses 11 matchs précédents de championnat à l'extérieur. Une série de résultats impressionnante.

Si on se penche sur leurs rencontres récentes, en remontant jusqu'au 27/01/2023, on se rend compte que Manchester City a gagné 3 fois au cours de ces matchs, l'Arsenal a enregistré 1 succès et le nombre de duels où les deux équipes ont partagé l'enjeu s'élevait à 2.

En tout et pour tout, les deux clubs ont réussi à marquer 13 buts pendant ces rencontres, répartis comme suit : 9 pour Manchester City et 4 pour le compte de l'Arsenal. En faisant nos calculs, on obtient une moyenne de 2.17 buts par match. En championnat, la dernière rencontre entre ces deux équipes a eu lieu lors de la 30ème journée de Premier League le 31/03/2024. Le résultat final était de Manchester City 0-0 Arsenal. Lors de ce match, Manchester City affichait un taux de

possession de balle de 72% et 12 tirs au but avec 1 cadré.

Du côté de l'équipe adverse, l'Arsenal affichait 6 tirs au but avec 2 cadrés.

Étant donné que son effectif ne compte quasiment aucun absent, Pep Guardiola, le manager de Manchester City, n'a seulement qu'un tout petit problème qu'il doit gérer en ce qui concerne la condition physique de son équipe. Oscar Bobb restera sur le banc de touche. Hormis ce dernier, il ne compte aucun autre blessé.

Lors de cette confrontation, il est fort possible que Manchester City décide d'utiliser un schéma tactique en 3-2-4-1 et choisisse d'aligner Ederson, Kyle Walker, Ruben Dias, Manuel Akanji, Rico Lewis, Rodri, Savinho, Ilkay Gündogan, Bernardo Silva, Jack Grealish et Erling Haaland.

L'entraîneur de l'Arsenal, Mikel Arteta, a dû écarter pas mal de joueurs. Oleksandr Zinchenko, Riccardo Calafiori, Kieran Tierney, Martin Ødegaard, Takehiro Tomiyasu et Mikel Merino resteront sur le banc. Il est fort probable que l'Arsenal favorise un schéma tactique en 4-3-3 et débute la rencontre avec David Raya, Ben White, William Saliba, Gabriel Magalhães, Jurrien Timber, Declan Rice, Thomas Partey, Leandro Trossard, Bukayo Saka, Kai Havertz et Gabriel Martinelli.

